



Vers des politiques intégrées : tirer parti des conclusions de l'IPBES et du GIEC pour harmoniser les mesures nationales en matière de biodiversité et de climat

RÉSUMÉ

Cette note d'orientation présente un résumé succinct des résultats de l'atelier sous-régional d'Afrique de l'Ouest sur le thème : « *Vers des politiques intégrées : utiliser les publications de l'IPBES et du GIEC pour harmoniser les actions en faveur de la biodiversité et du climat* », co-organisé par les projets CABES (Renforcement des capacités pour la biodiversité et les services écosystémiques) et RESPIN (Renforcement de l'interface science-politique pour les connaissances et les politiques en matière de biodiversité). L'atelier a réuni 110 participants issus de 30 pays, parmi lesquels des points focaux nationaux de la CDB, de l'IPBES et du GIEC, des universitaires, des praticiens, des détenteurs de savoirs autochtones et des étudiants du programme CABES SPIBES d'Afrique de l'Ouest et d'ailleurs. Il s'est tenu du 3 au 5 décembre 2025 à Lomé, au Togo.

Cet atelier avait pour objectif de renforcer le dialogue entre la science et les décideurs politiques en améliorant la compréhension des processus de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) et du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), en identifiant les synergies potentielles et en aidant les pays africains à harmoniser leurs politiques en matière de biodiversité et de climat. Il vise à recenser les lacunes existantes, à analyser les obstacles institutionnels et techniques, et à élaborer des stratégies de collaboration pour une gestion intégrée de la biodiversité et du climat.

Les acteurs ont mis en évidence d'importantes lacunes dans les connaissances, des obstacles institutionnels et des occasions manquées dans la collaboration entre l'IPBES et le GIEC. Si ces deux plateformes fournissent des données essentielles à la prise de décision, leur visibilité, leur accessibilité et leur intégration dans les processus nationaux restent inégales. L'IPBES est perçue comme moins connue, moins accessible et moins financée, tandis que le GIEC bénéficie d'une communication plus efficace et d'un soutien politique plus fort.

Messages clés

- La fragmentation de la gouvernance et les déséquilibres en matière de financement continuent d'entraver l'intégration de la biodiversité et du climat.
- L'IPBES et le GIEC offrent des atouts complémentaires qui, s'ils sont exploités conjointement, peuvent renforcer ces deux processus.
- Des indicateurs harmonisés et des ensembles de données partagés sont nécessaires pour soutenir une gouvernance cohérente en matière de biodiversité et de climat.
- L'amélioration des stratégies de communication et le renforcement des capacités sont essentiels pour une interface efficace entre la science et les politiques en matière de climat et de biodiversité.
- Les résultats de l'IPBES doivent bénéficier d'une plus grande visibilité et d'une meilleure prise en compte dans les processus politiques nationaux par rapport à ceux du GIEC.



Lacunes identifiées dans les connaissances concernant l'IPBES et le GIEC

Les participants ont identifié des possibilités de renforcer la prise en compte des travaux de l'IPBES et du GIEC dans les processus décisionnels nationaux. Une observation notable a porté sur la différence de visibilité entre les deux plateformes. Alors que le GIEC bénéficie d'une large reconnaissance auprès des décideurs politiques, des médias et des institutions techniques, l'IPBES aurait tout intérêt à intensifier ses efforts de sensibilisation et de diffusion. Certains participants ont fait état d'une connaissance limitée de l'IPBES, ce qui souligne le potentiel d'une meilleure diffusion de ses évaluations au niveau national.

Cette différence de profil s'explique en partie par les stratégies de communication mises en œuvre. Les rapports du GIEC s'appuient sur des supports visuels accessibles, des messages clairs et un engagement politique soutenu. Les publications de l'IPBES, bien que riches sur le fond, pourraient bénéficier de formats plus accessibles et d'une diffusion mieux ciblée, en particulier dans les contextes où l'accès au numérique est limité. Les participants ont également souligné l'intérêt des traductions et des supports simplifiés pour élargir la portée des conclusions de l'IPBES auprès d'un public non spécialisé.

Un autre domaine à développer concerne les cultures scientifiques distinctes qui sous-tendent chaque plateforme. Les évaluations du GIEC s'appuient principalement sur la modélisation et les sciences physiques, tandis que l'IPBES intègre les systèmes de connaissances écologiques, sociales, ainsi que les savoirs autochtones et locaux. Une meilleure connaissance de ces approches complémentaires aiderait les acteurs nationaux à interpréter et à appliquer les conclusions de chaque plateforme. Les participants ont également exprimé leur intérêt pour des orientations plus claires sur la manière dont les évaluations mondiales peuvent éclairer les instruments de politique nationale, notamment les CDN, les SPANB, les plans nationaux d'adaptation et les stratégies sectorielles. Aborder ces questions représente une occasion significative de renforcer la capacité des institutions nationales à s'appuyer sur des données mondiales pour soutenir une planification intégrée du climat et de la biodiversité.

Obstacles à la collaboration nationale entre les domaines du climat et de la biodiversité

Les participants ont mis en évidence plusieurs obstacles structurels à la collaboration entre les acteurs du climat et ceux de la biodiversité. Le principal d'entre eux est la fragmentation institutionnelle : dans de nombreux pays, ces deux domaines relèvent de ministères distincts, dotés de mandats, de sources de financement et d'obligations de rendre compte différents, ce qui engendre des processus parallèles dont les interactions sont limitées malgré leurs liens intrinsèques.

Cette fragmentation est aggravée par l'absence de mécanismes de coordination officiels. Peu de pays ont mis en place des plateformes réunissant les points focaux de l'IPBES et du GIEC, ou les équipes de la CDB et de la CCNUCC,

ce qui signifie que l'échange d'informations a tendance à être ponctuel et dépendant des relations interpersonnelles plutôt que d'être ancré dans les institutions. Les disparités en matière de financement entravent encore davantage la collaboration. Les initiatives en faveur du climat attirent des financements internationaux nettement plus importants que celles consacrées à la biodiversité, ce qui limite la capacité des institutions chargées de la biodiversité à participer à des activités conjointes ou à contribuer de manière significative à la planification nationale. Ce déséquilibre renforce l'impression que le climat constitue la priorité politique la plus urgente, laissant la biodiversité relativement sous-financée.

Enfin, le décalage entre les cycles de gouvernance – les processus de rapport du GIEC ne coïncident pas avec le calendrier des évaluations de l'IPBES – réduit les possibilités d'une action coordonnée. Ensemble, ces facteurs constituent un obstacle structurel à une action intégrée en faveur du climat et de la biodiversité, qui mérite toute l'attention des parties prenantes nationales et internationales.

Possibilités de complémentarité et d'apprentissage mutuel

Malgré ces défis, les participants ont souligné les complémentarités importantes entre les deux plateformes ainsi que le potentiel d'une collaboration renforcée pour améliorer la pertinence et l'adoption des évaluations mondiales. L'IPBES apporte une valeur ajoutée particulière grâce à l'intégration des savoirs autochtones et locaux et à son cadre socio-écologique, des approches susceptibles d'enrichir de manière significative les processus de politique climatique, notamment dans la modélisation de scénarios et la conception de stratégies d'adaptation. À l'inverse, les pratiques de communication du GIEC, notamment la clarté de ses supports visuels, de ses résumés et de ses messages, ont été régulièrement citées comme un modèle dont l'IPBES pourrait s'inspirer. Son statut institutionnel et ses mécanismes structurés de renforcement des capacités constituent d'autres domaines d'expérience pertinents.

Les participants se sont accordés à dire que les deux plateformes tireraient profit de méthodologies communes, d'un pool d'experts partagé et de cycles d'évaluation harmonisés. Des supports de communication élaborés conjointement et adaptés aux contextes politiques régionaux, ainsi que des programmes communs de renforcement des capacités destinés aux points focaux nationaux, ont été identifiés comme des points de départ prometteurs pour une collaboration plus étroite.

Opportunités pour l'harmonisation des politiques climatiques et de biodiversité

Les participants ont recensé toute une série d'opportunités permettant de renforcer les synergies entre le climat et la biodiversité aux niveaux national et régional. Les révisions en cours des principaux instruments politiques, notamment les contributions déterminées au niveau national (CDN), les stratégies nationales de conservation de la biodiversité et de ses services (SNCB), les plans nationaux d'adaptation et les stratégies nationales de développement, offrent des occasions propices pour intégrer les liens entre le climat et la biodiversité et veiller à ce que les évaluations mondiales éclairent les priorités nationales.

Les solutions fondées sur la nature constituent un domaine de convergence particulièrement important. La restauration des écosystèmes, la gestion durable des terres et l'agroécologie



Illustration : Nuage de mots autour du terme « collaboration » dans les différentes langues des participants à l'atelier

génèrent des avantages connexes dans les domaines de l'atténuation du changement climatique, de l'adaptation à celui-ci et de la conservation de la biodiversité. Les initiatives africaines existantes, telles que la Grande Muraille Verte, démontrent la possibilité d'étendre ces approches à plus grande échelle. Sur le plan institutionnel, les comités nationaux de la Convention de Rio, les groupes de travail interministériels et les réseaux régionaux tels que le CABES et le RESPIN offrent des plateformes de coordination permettant d'aligner ces deux programmes d'action. Les mécanismes de financement, notamment le FEM, le FVC, le GBFF et l'Initiative internationale pour le climat (IKI), offrent des opportunités supplémentaires pour le développement de projets intégrés.

Enfin, les universités et les instituts de recherche ont un rôle important à jouer pour favoriser l'intégration grâce à des programmes d'études interdisciplinaires, à des projets de recherche conjoints et à la formation des futurs experts. L'amélioration du partage des données et l'utilisation d'outils spatiaux communs, comme la superposition de cartes des stocks de carbone et de données sur les zones sensibles en matière de biodiversité, peuvent renforcer davantage la planification fondée sur des données factuelles.

Parmi les autres pistes de collaboration concrètes mises en avant au niveau national, on peut citer : l'organisation de réunions nationales visant à intégrer les questions environnementales dans l'ensemble des secteurs ; la superposition des données sur les stocks de carbone et les zones sensibles en matière de biodiversité afin de soutenir une planification spatiale intégrée ; l'implication des points focaux du GIEC dans les processus nationaux relatifs à la biodiversité ; l'officialisation de l'adhésion à l'IPBES et le renforcement de la coordination ; ainsi que la mise en œuvre de politiques conjointes sur le climat et la biodiversité d'ici 2030. En résumé, les parties prenantes africaines ont manifesté un engagement clair à rapprocher les agendas du climat et de la biodiversité grâce à une coordination renforcée, à un financement conjoint et au renforcement des capacités.

De l'atelier à l'action : mesures de suivi

Le renforcement des capacités, l'amélioration des stratégies de communication, un engagement accru en faveur de la recherche et un meilleur partage des données entre les institutions spécialisées dans le climat et la biodiversité ont été identifiés comme des besoins transversaux.

Les participants sont toutefois repartis de cet atelier avec des engagements concrets visant à faire progresser l'intégration des questions climatiques et de biodiversité dans leurs pays respectifs. Parmi les priorités communes figurent la mise en place ou la revitalisation de plateformes nationales de coordination afin de réunir les points focaux de l'IPBES et du GIEC, les équipes de la CDB et de la CCNUCC, ainsi que les agences techniques concernées ; l'intégration des liens entre climat et biodiversité dans les processus de révision en cours des CDN et des SPANB ; et l'élaboration de propositions de projets conjoints afin d'accéder à des financements.

SOURCES

- IPBES assessment reports: <https://www.ipbes.net/assessing-knowledge>
- IPCC synthesis reports: <https://www.ipcc.ch/synthesis-report/>

Cette note a été rédigée par Isimemen Osemwegie et Noémi Ruppert



IMPRINT

Center for Development Research (ZEF),
University of Bonn
Genscherallee 3,
53113 Bonn, Germany
Tel.: +49 (0) 228 73-1725
E-mail: cabes@uni-bonn.de
Photo credits: Sarah Verleysdonk

DONOR

Supported by:



based on a decision of
the German Bundestag

